

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 7

16 janvier 2014

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 9 janvier 2014 portant modification de la composition de la commission consultative dans le cadre du congé individuel de formation	page 370
Entreprises de réassurance – «SAINT BERNARD REINSURANCE COMPANY S.A.» – Agrément pour faire des opérations de réassurance	370
Indice des prix à la consommation du mois de décembre 2013	370
Magistrature – Attribution de rang – Nominations	370
Office National du Remembrement – Geplante Flurneuordnung STADTBREDIMUS 2	371
Police grand-ducale – Examens – Démissions	371
Santé – Médecine	372

Arrêté ministériel du 9 janvier 2014 portant modification de la composition de la commission consultative dans le cadre du congé individuel de formation.

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,

Vu l'article 4 de la loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation;

Vu les propositions des ministres ayant dans leurs compétences la formation professionnelle et le travail, ainsi que les propositions de la Chambre de Commerce, de la Chambre des salariés, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2007 est modifié comme suit:

Madame Karin MEYER, directrice adjointe à la formation professionnelle, est nommée présidente, en remplacement de Monsieur Antonio DE CAROLIS dont elle terminera le mandat en tant que représentant du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

Monsieur Antonio DE CAROLIS, directeur à la formation professionnelle, est nommé membre suppléant en remplacement de Madame Nadine BASTIAN.

Art. 2. Le présent arrêté qui sera publié au Mémorial sera diffusé aux personnes concernées pour leur servir de titre et à la Cour des Comptes pour information.

Luxembourg, le 9 janvier 2014.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse,
Claude Meisch*

Entreprises de réassurance. – «SAINT BERNARD REINSURANCE COMPANY S.A.». – Agrément pour faire des opérations de réassurance. – Par arrêté ministériel du 18 décembre 2013, la société anonyme «SAINT BERNARD REINSURANCE COMPANY S.A.» avec siège social à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, a été agréée pour faire des opérations de réassurance avec effet au 18 décembre 2013.

Indice des prix à la consommation du mois de décembre 2013.

L'indice des prix à la consommation, établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999, est de **823.61** pour le mois de décembre 2013 par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit pour le mois de décembre 2013 à **821.50**.

Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Institut national de la statistique et des études économiques

Magistrature. – Attribution de rang. – Par arrêté grand-ducal du 13 décembre 2013, le rang de juge a été accordé à Monsieur Gabriel SEIXAS, substitut au parquet de Luxembourg avec effet au 6 janvier 2014.

Magistrature. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 13 décembre 2013, Madame Agnès ZAGO, conseillère à la Cour d'appel, a été nommée magistrat d'appel en matière de protection de la jeunesse avec effet au 6 janvier 2014.

Par arrêté grand-ducal du 13 décembre 2013, Madame Carole KERSCHEN, vice-présidente au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée conseillère à la Cour d'appel avec effet au 6 janvier 2014.

Par arrêté grand-ducal du 13 décembre 2013, Monsieur Vincent FRANCK, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 6 janvier 2014.

Par arrêté grand-ducal du 18 décembre 2013, Madame Michelle ERPELDING, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 6 janvier 2014.

Par arrêté grand-ducal du 13 décembre 2013, Monsieur Paul LAMBERT, attaché de justice, a été nommé juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 6 janvier 2014.

Par arrêté grand-ducal du 13 décembre 2013, Monsieur Yves SEIDENTHAL, attaché de justice, a été nommé substitut au parquet de Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2014.

Office National du Remembrement

Geplante Flurneuordnung STADTBREDIMUS 2

Einladung zur Generalversammlung

Alle Eigentümer und Eigentümer ohne Nutzungsrecht von Grundstücken, gelegen in Teilen der Sektion A, genannt Stadtbredimus und einem kleinen Teil der Sektion B, genannt Greiweldingen der Gemeinde STADTBREDIMUS sowie einem Teil der Sektion A genannt Bous der Gemeinde BOUS, welche innerhalb des festgelegten Flurneuordnungssperimeters liegen, werden hiermit gebeten, der Generalversammlung der Syndikatsgenossenschaft für das Flurneuordnungsverfahren STADTBREDIMUS 2 beizuwohnen.

Die Generalversammlung findet statt am:

**Freitag, den 31. Januar 2014, um 14.00 Uhr
im Gemeindesaal in STADTBREDIMUS.**

In der Generalversammlung wird über die Durchführung des geplanten Flurneuordnungsverfahrens abgestimmt.

Gemäß Artikel 19 des novellierten Gesetzes vom 25. Mai 1964 betreffend die Flurneuordnung verfügen alle Eigentümer (propriétaires) und Eigentümer ohne Nutzungsrecht (nus-propriétaires) über eine Stimme. Jeder Eigentümer besitzt nur eine Stimme auch wenn er, zusätzlich zu seinem Eigentumsrecht, über ein Eigentumsrecht ohne Nutzungsrecht verfügt.

Für Grundstücke, die Ehepaaren gehören gilt, unabhängig vom Inhalt des Heiratsvertrags, dass jeder Ehepartner über gleiche Teile der Fläche der Grundstücke innerhalb des Flurneuordnungssperimeters verfügt und dass jeder Ehepartner eine Stimme besitzt.

Gemäß Artikel 19 und 49 des obengenannten Gesetzes kann jeder Beteiligte sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, welcher laut Gesetz selbst zur Teilnahme an der Generalversammlung berechtigt ist. Die Frist für alle Eigentümer sich durch einen Beauftragten, mittels einer schriftlichen Vollmacht, vertreten zu lassen läuft am 27. Januar 2014 ab.

Niemand darf mehr als zwei Personen vertreten. Eine Ausnahme ist nur bei Gesamthand Eigentum (copropriété) zulässig, wo sich sämtliche Gesamthand Eigentümer (copropriétaires) durch einen einzigen Beauftragten vertreten lassen müssen.

Der Beauftragte muss selbst laut Gesetz zur Teilnahme an der Generalversammlung berechtigt sein. Es kann jedoch nur eine einstimmige Meinung die Gesamthand Eigentümer vertreten. Bei geteilter Meinung können die Gesamthand Eigentümer nicht an der Abstimmung der Generalversammlung teilnehmen.

Artikel 18 des Gesetzes über die Flurneuordnung besagt, dass Beteiligte, die zur Generalversammlung nicht erscheinen und sich nicht durch einen Beauftragten vertreten lassen, sowie Beteiligte, die nicht an der Abstimmung teilnehmen, behandelt werden, als seien sie mit der Durchführung der Flurneuordnung einverstanden.

Niemand kann sich darauf berufen, dass ihm keine persönliche Einladung zugegangen ist.

Luxemburg, den 13. Januar 2014.

Der Präsident des O.N.R.,
Georges Fohl

Police grand-ducale. – Examens. – Il est porté à la connaissance des intéressés que la Police grand-ducale organisera au courant de l'année 2014 les examens suivants:

- dans le cadre supérieur policier:
un examen-concours d'admission au stage qui aura lieu au mois de mai 2014;
 - dans la carrière de l'inspecteur:
un examen-concours d'admission à la carrière des inspecteurs qui aura lieu au mois de juillet 2014;
un examen d'admission définitive qui aura lieu au mois de juillet 2014;
un examen de promotion qui aura lieu au mois de novembre 2014;
 - dans la carrière du brigadier:
un examen d'admission définitive qui aura lieu au mois de février 2014;
un examen de promotion qui aura lieu au mois de février 2014.
-

Police grand-ducale. – Démissions. – Par arrêté grand-ducal du 28 novembre 2013, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à partir du 11 février 2014, à Monsieur Pierre KOHNEN, commissaire divisionnaire adjoint hors cadre de la police, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension. Par le même arrêté le titre honorifique de commissaire divisionnaire adjoint de la police a été conféré à l'intéressé.

Par arrêté grand-ducal du 28 novembre 2013, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à partir du 1^{er} mars 2014, à Monsieur Nico HIRSCH, directeur général adjoint de la police, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension. Par le même arrêté le titre honorifique de directeur général adjoint de la police a été conféré à l'intéressé.

Santé. – Médecine. – Par arrêté ministériel du 2 janvier 2014, Monsieur Claudio MARTINS SAMPAIO, né le 14 avril 1981, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 janvier 2014, Madame Kim KREMER, née le 11 décembre 1980, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en dermato-vénérologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 janvier 2014, Madame Emma da Conceição SANTOS DA SILVA, née le 6 mai 1982, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.
